



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

ET DE L'ENVIRONNEMENT

DR/4B/ELG/AP/

**ARRETE N° 02-1162 DU 18 MARS 2002 AUTORISANT LA SOCIETE  
PLACOPLATRE A EXPLOITER EN SOUTERRAIN UNE CARRIERE DE  
GYPSE SISE AU 40 RUE DE VAUJOURS A LIVRY-GARGAN**

**LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'environnement,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du Code de l'environnement),

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifié à l'article L214-3 du Code de l'environnement),

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU la circulaire du ministère de l'environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU la circulaire du ministère de l'environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

VU la demande en date du 17 août 2000 par laquelle Monsieur Pierre VACHER, agissant en qualité de Directeur Administration Carrières, sollicite l'autorisation d'exploiter en souterrain une carrière de gypse sur le territoire des communes de COUBRON et LIVRY-GARGAN,

VU les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

VU le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 2 février 2001,

VU l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 9 janvier 2001,

VU le rapport et les conclusions du commissaire en date du 19 février 2001,

VU les arrêtés de prorogation des délais d'instruction n°2001-2070 en date du 18 mai 2001 et n°01-4605 en date du 16 octobre 2001 concernant l'exploitation d'une carrière souterraine par la société GYPSE SAMC,

VU le courrier de Monsieur AUTRAN, Directeur Gypse et Carrières, en date du 28 novembre 2001 indiquant la fusion de la société Gypse SAMC avec la société PLACOPLATRE,

VU le compte rendu daté du 5 novembre 2001 de la réunion du 12 octobre 2001 en sous-préfecture du Raincy, lors de laquelle le scénario d'un passage par une voie interne à l'entreprise PLACOPLATRE pour l'exploitation du gypse à partir du début de l'année 2011 a été présenté par Messieurs GAUDRY, AUTRAN, FAYOLLE et VACHER, représentant la société BPB Placo,

VU l'avis et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Ile-de-France en date du 13 décembre 2001,

VU l'avis de la commission départementale des carrières émis lors de sa réunion du 28 décembre 2001,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R Ê T E

### CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

#### **Article I-1 : Autorisation**

L'exploitant (PLACOPLATRE, siège social sis 34, avenue Franklin Roosevelt - 92150 SURESNES, immatriculation RCS Nanterre B 729 800 706) est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à exploiter en souterrain une carrière de gypse, sise au 40, rue de Vaujours à LIVRY-GARGAN, sur une superficie de 11 ha 13 ares 61 centiares du territoire des communes de COUBRON et LIVRY-GARGAN (dite Zone A).

#### **Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées**

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de gypse à concurrence de 400 000 tonnes / an	2510-1°	A

A = Autorisation, D = Déclaration.

### Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

- Références cadastrales et territoriales :

Commune de LIVRY-GARGAN, lieu-dit La Glaisière :

CADASTRE		SUPERFICIE AUTORISÉE (m <sup>2</sup> )
Section	Numéro de parcelle	
D	78	746
	79	1 708
	80	718
	81	24 256
	88	160
	216 partie	78 776
	282 partie	3 966
TOTAL		110 330

Commune de COUBRON, lieu dit la Réserve de Chelles :

CADASTRE		SUPERFICIE AUTORISEE (m <sup>2</sup> )
Section	Numéro de parcelle	
A1	1 partie	1 031
TOTAL		1 031

- périmètre de l'autorisation : 111 361 m<sup>2</sup>.

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de quinze ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait est de 208 000 m<sup>3</sup>, représentant un tonnage maximal annuel de 400 000 tonnes.

### Article I-4 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article II-1 : Conformité aux dossiers**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les cavités exploitées sont remises en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état mentionné à l'article III-15 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en date du 17 août 2000 en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

### **Article II-2 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article II-3 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article II-4 : Fin d'exploitation**

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

### **Article II-5 : Accidents et incidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

En cas de dégradations d'habitations ou d'anomalies graves liées à l'exploitation, une enquête sera diligentée par l'inspection des installations classées, qui pourra proposer la modification des conditions d'exploitation.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### ***Section 1 : Aménagements préliminaires***

#### **Article III-1 : Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place près de la sortie de la carrière située sur la commune de LIVRY-GARGAN, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **Article III-2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **Article III-3 : Accès de la carrière**

Du jour où cet arrêté est notifié jusqu'au 31 décembre 2010, l'accès à la carrière se fait au 40, rue de Vaujours à Livry-Gargan, puis par les vides Montcocol, puis par la carrière de Livry-Gargan.

Après le 31 décembre 2010, l'accès à la carrière se fera par une voie interne, sauf cas de force majeure.

L'exploitant s'assure que le passage par les vides Montcocol et par la voie interne se fait dans de bonnes conditions de sécurité.

Le trafic routier induit par l'exploitation de cette carrière est compatible avec le nombre maximum de camions routiers de remblai et de gypse pouvant circuler par jour sur le site du 40, rue de Vaujours, défini dans le tableau ci-dessous :

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nombre maximum de camions (remblai et gypse)	150	150	150	137	97	97	97	97	69	69

Un registre présent sur le site comptabilisant le nombre de camions entrant sur le site est tenu par le carrier. Celui-ci peut être commun avec les autres activités de l'exploitant engendrant du trafic de camions routiers sur le site du 40 rue de Vaujours.

Trois tunnels reliant la carrière de Livry-Gargan à la zone A, passant par-dessous la RD 129, assurent le passage vers la zone A.

Trois accès sont aménagés entre la zone A et les vides Zinetti. Ces accès ne peuvent être utilisés que comme issue de secours.

L'accès à la voirie publique est aménagé et maintenu de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Avant la sortie de ses installations, l'exploitant appose un panneau destiné aux conducteurs des véhicules leur rappelant qu'ils doivent respecter les dispositions du Code de la route.

#### **Article III-4 : Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les secteurs de l'établissement susceptibles de présenter des dangers sont efficacement clôturés.

Une surveillance est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles nécessaires pour assurer la surveillance du site.

Le personnel de surveillance est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées et maintenues en constant état de propreté de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, nonobstant les dispositions issues du Code du travail, du Code minier, ou des textes pris pour leur application concernant les carrières.

#### **Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières**

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133.

### ***Section 2 : Conduite de l'exploitation en souterrain***

#### **A - Extraction**

#### **Article III-6 : Méthode d'exploitation**

L'exploitation est conduite par la méthode dite "par chambres et piliers" avec abattage du gypse à l'explosif et remblayage des vides souterrains après exploitation.

Les galeries ont une largeur de 8 mètres. Les piliers ont une section carrée de 7 mètres de côté.

L'exploitant assure la sécurité du public lors des tirs à l'explosif. Il définit un plan de tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables entre 16 h 00 et 17 h 00, sauf circonstances liées à la sécurité, nonobstant l'application de dispositions législatives ou réglementaires particulières.

### **Article III-7 : Stots de protection**

Le stot de protection par rapport aux anciens vides Zinetti est de 16 mètres. Le stot de protection par rapport à la RD 129 et le chemin de la Glaisière est d'au moins 10 mètres plus la moitié de la hauteur entre le terrain naturel et le pied des galeries, sans dépasser toutefois 50 mètres. Ces stots peuvent être discontinus en tant que de besoin.

### **Article III-8 : Mesures de vibration**

Des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées au minimum deux fois par an par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois.

Les mesures sont compilées dans un document consultable sur le site.

### **Article III-9 : Information préalable**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant informe les mairies de Livry-Gargan et de Coubron du début des travaux.

Il invite dans cette information, tous les propriétaires dans une zone de 300 mètres autour des zones à exploiter en traçage et souhaitant obtenir un constat contradictoire de leur habitation à se faire connaître dans un délai d'un mois auprès du maire et de l'exploitant.

### **Article III-10 : Mesures conservatoires**

Les constats contradictoires définis ci-dessus sont pratiqués par l'expert chargé de suivre les mesures de vibration définies à l'article III-8.

Toute réhabilitation ou réparation d'une habitation pour laquelle une anomalie a été constatée et analysée par l'expert comme une conséquence des tirs de mines sera à la charge de l'exploitant.

## **B - Aérage**

### **Art III-11 : Puits d'aérage**

L'exploitant maintient au minimum un puits d'aérage. Ce puits, outre l'utilisation faite pour l'aérage de la carrière, est utilisé comme issue de secours pour la sortie du personnel ou pour l'accès des services de secours. Son accessibilité est toujours maintenue. En surface, ce puits est balisé, son accès est interdit conformément à l'article III-16.

### **Art III-12 : Surveillance**

Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite périodique afin de détecter toute amorce d'éboulement ou d'affaissement. Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter qu'un éboulement atteigne la surface.

Les résultats des visites sont consignées dans un registre qui signale également le nom du visiteur, la date et l'heure de la visite.

La périodicité et les modalités des visites sont fixées dans une consigne de l'exploitant.

### **C - Remise en état**

#### **Article III-13 : Méthode**

La remise en état de la carrière se fait par comblement des vides par des matériaux inertes.

Du jour où cet arrêté est notifié jusqu'au 31 décembre 2010, l'acheminement des remblais est réalisé par des camions routiers passant par les vides Montcocol, la carrière de Livry-Gargan et l'un des trois tunnels passant sous la RD 129.

Après le 31 décembre 2010, le passage des camions de remblai se fera par une voie interne, sauf cas de force majeure.

L'exploitant s'assure que le passage dans les vides Montcocol et par la voie interne s'effectue dans de bonnes conditions de sécurité.

Les camions routiers assurant le transport des remblais sont dirigés vers les lieux de déchargement situés en galerie au plus près des fronts de remblai.

Les remblais sont repris par un engin adapté qui doit les mettre en place jusqu'au fond des galeries. Il réalise une pente sur le front de remblai. Il assure un tassement suffisant pour obtenir le fretage des piliers.

Le vide résiduel entre le toit et les remblais ne doit pas excéder 50 cm.

#### **Article III-14 : Suivi des remblais**

L'acceptation des remblais fait l'objet d'une procédure.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, cartons, tissus.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux, après avoir été déversés, doivent faire l'objet d'un contrôle de leur nature par une personne désignée préalablement par l'exploitant, en particulier :

- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé.



Le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule doivent être évacués de la carrière, après analyses éventuelles, vers des centres dûment autorisés. Ces opérations doivent être notées dans le registre susvisé.

### **Art III-15 : Phasage des remblais**

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. Les caractéristiques de chaque période quinquennale sont résumées dans le tableau suivant :

PÉRIODE QUINQUENNALE	QUANTITE EXTRAITE (en tonnes)	QUANTITE REMBLAYEE (en m <sup>3</sup> )
1-5	751600	0
6-10	159000	396900
11-12	0	78900
TOTAL	910600	475800

Les plans en annexe présentent la surface à exploiter et les modalités de la remise en état pendant ces périodes.

### **Section 3 : Sécurité du public**

#### **Article III-16 : Interdiction d'accès**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit au public, ainsi qu'à toute personne non accompagnée de l'exploitant ou de son représentant. Les entrées et sorties de la carrière font l'objet d'une consigne de l'exploitant.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Les dispositions ci-dessus sont applicables notamment aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

Les zones de la carrière qui ne sont ni en exploitation, ni en remblayage, sont rendues inaccessibles aux personnes non autorisées.

## ***Section 4 : Plans***

### **Article III-17 : Plans**

Il est établi un plan de la carrière, orienté et repéré par rapport à la surface.

Sur ce plan sont reportées :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les côtes de niveau des points significatifs.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment les volumes de vide restant à remblayer, le volume annuel de gypse extrait, le volume annuel de remblai mis en place). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 2 mai de l'année N+1.

## **CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article IV-1 : Dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article IV-2 : Intégration dans le paysage**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Le puits d'aérage fait l'objet d'une intégration dans le paysage qui ne nuit pas à sa fonction.

### **Article IV-3 : Stockages**

#### Rétentions :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 L ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 600 L.

La capacité des rétentions des transformateurs électriques contenant des polychlorobiphényles doit être capable de recueillir la totalité des produits, même lors de déplacement de ces transformateurs électriques.

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs éventuels dispositifs d'obturation qui doivent être fermés en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement éventuel ou le milieu naturel.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998, nonobstant les dispositions spécifiques du Code du travail, du Code minier et des textes pris pour leur application, relatives aux carrières.

L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### Transport - chargement - déchargement :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou avec l'utilisation de bacs de rétention.

#### Déchets :

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches en rétention et aménagées de manière à ne pas recevoir d'eau de ruissellement.

#### Réservoirs :

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

#### **Article IV-4 : Pollution de l'air**

Les véhicules de transport de matériaux sortant du site sont pulvérisés avec de l'eau afin d'éviter l'envol des poussières.

#### **Article IV-5 : Incendie et explosion**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Article IV-6 : Déchets**

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

#### **Article IV-7 : Bruits et vibrations**

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent avant le 22 octobre 1997, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

##### **IV-7-1 Vibrations**

###### **I- Vibrations dues aux tirs de mines**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

La méthode de mesure des vibrations est celle prévue par la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cependant, les points de mesure pour le contrôle de la valeur limite seront solidaires d'un élément porteur de la structure situé le plus près possibles des fondations.

II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **IV-8 : Transport des matériaux**

Du jour où cet arrêté est notifié jusqu'au 31 décembre 2010, les matériaux sont évacués de la carrière par voie routière au départ de la carrière par la sortie de Livry-Gargan. Ils passent par l'un des trois tunnels présents sous la RD 129, puis par la carrière de Livry-Gargan, puis par les vides Montcocol.

Après le 31 décembre 2010, le passage des camions de gypse se fera par une voie interne, sauf cas de force majeure.

L'exploitant s'assure que le passage dans les vides Montcocol et par la voie interne s'effectue dans de bonnes conditions de sécurité.

Les matériaux destinés au remblai sont amenés par voie routière et empruntent le même cheminement que les matériaux extraits.

## **CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article V-1 : Montant des garanties financières**

À chaque période quinquennale définie à l'article III-15 ci-dessus correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de 5 ans est de :

Période quinquennale				1	2	3			
Années				1 à 5	6 à 10	11 à 12			
Vides existants (m³)				390 000	375 000	43 900			
Capacité annuelle de remblayage carrière arrêtée (m³)				100 000	100 000	100 000			
Durée théorique du remblayage (an)				3,9	3,8	0,4			
<b>Maintien des conditions de sécurité</b> Aérage principal Aérage secondaire Sécurisation des chantiers	Base	Valeur unitaire	Unités						
	an	62	kF				0	0	0
			kF				242	236	25
			kF				100	100	100
<b>Démontage des installations souterraines</b> Démontage et évacuation du matériel courant									
<b>Remblayage des galeries</b> Accueil, contrôle et mise en place des remblais			kF	0	0	0			
			kF	0	0	0			
<b>Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage</b>	an	40	kF	156	150	18			
Sous total hors TVA (kF)				498	486	143			
TVA 20,60 % (kF)				103	100	30			
<b>Montant de la garantie financière</b>				601 kF	586 kF	173 kF			

### **Article V-2 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

### **Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'avancement des travaux en souterrain.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article V-5 : Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 du Code de l'environnement.

#### **Article V-6 : Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L514-1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières**

L'exploitant fournira au 2 mai de l'année N+1 la valeur maximale des vides résiduels de l'année N.



## CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	Périodicité/Échéance
III-8	Contrôle des vibrations dues aux tirs de mines	Un mois après la mesure
III-17	Plan mis à jour accompagné des annexes	2 mai année N+1
V-7	Suivi des garanties financières	2 mai année N+1

## **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES**

### **Article VII-1 : Annulation, déchéance**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **Article VII-2 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142-1, L142-2, L216-6, L216-13, L514-1 à L514-3, L514-9 à L514-15, L514-18, L541-46 et L541-47 du Code de l'environnement.

### **Article VII-3 : Information des tiers**

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairies de LIVRY-GARGAN et de COUBRON et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux mairies de LIVRY-GARGAN et de COUBRON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

### **Article VII-4 : Remise en état des voiries**

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment :

- L'article L131-8 du Code de voirie routière pour les routes départementales.
- L'article L141-9 du Code de voirie routière pour les voies communales.
- Le Code rural pour les chemins ruraux.

### **Article VII-5 : Autres réglementations**

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

## **Article VII-6 : Délais et voies de recours**

(Article L514-6 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Article VII-7** : le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet du Raincy, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les maires de Livry-Gargan et de Coubron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le 18 mars 2002

Pour ampliation,  
Pour le Préfet et par délégation,  
P/le chef du bureau des installations classées  
de l'environnement,



Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture

Signé : Frédéric PIERRET